

France - Actualité réglementaire sur les crypto-actifs (avril – mai 2025)

Les mois d'avril et de mai 2025 ont vu plusieurs évolutions réglementaires significatives en France et également au niveau européen concernant les crypto-actifs.

Application des orientations européennes par l'AMF

Le 9 mai 2025, l'Autorité des marchés financiers (AMF) a annoncé l'application de six ensembles d'orientations relatives au règlement MiCA (Markets in Crypto-assets). Ces orientations élaborées par l'ESMA ainsi que d'autres autorités européennes de supervision, l'EBA et l'EIOPA, visent à harmoniser et renforcer le cadre réglementaire des services sur crypto-actifs et à renforcer la protection des investisseurs au sein de l'Union européenne.

Ces orientations visent à clarifier la délimitation entre les crypto-actifs qui relèvent de la réglementation MiCA et ceux considérés comme des instruments financiers sous d'autres réglementations telles que, entre autres, MiFID II. L'objectif est également d'encadrer les services de transfert de crypto-actif, y compris concernant des aspects clés tels que la protection des clients, les délais d'exécution, ou encore la gestion des rejets de transferts ainsi que la responsabilité des prestataires.

Parmi les éléments à retenir concernant ces orientations, il est également à noter qu'elles précisent les exigences en matière d'adéquation et de relevés périodiques pour les prestataires offrant des services de gestion de portefeuille en crypto-actifs, l'objectif étant de garantir une information transparente et standardisée aux clients. Elles visent également à harmoniser les pratiques de surveillance, dont, entre autres, la *reverse solicitation* (ou sollicitation inversée), les protocoles de sécurités et les transferts transfrontaliers de crypto-actifs.

Sources :

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/actualites/crypto-actifs-lamf-applique-six-ensembles-dorientations-elaborees-par-les-autorites-europeennes-de>

Crédit lombard adossé à des crypto-actifs

Depuis le 30 avril 2025¹, le nantissement de crypto-actifs comme garantie pour obtenir un prêt en euros est désormais autorisé en France. Ce dispositif qui ne demande pas à ce que les actifs soient vendus et qui ne génère pas non plus d'imposition immédiate permet aux investisseurs de mobiliser la valeur de leurs crypto-actifs en les utilisant comme collatéral. Les établissements français sont ainsi autorisés à accepter ce type d'actifs comme garantie de crédit à condition que les crypto-actifs en question soient détenus par un PSAN/PSCA (Prestataire de Services sur Actifs Numériques/Crypto-Actifs) dûment enregistré.

Sources :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051538879>

Mises en garde contre des acteurs non autorisés

Le 10 avril 2025, l'AMF et l'ACPR ont publié des mises en garde contre les activités de plusieurs acteurs proposant en France des investissements sur le Forex et sur des produits dérivés sur crypto-actifs sans y être autorisés. La mise à jour régulière des listes noires de sites non autorisés a pour objectif de protéger les épargnants concernant, entre autres, des investissements sur le marché des changes non régulé (Forex) et des produits dérivés dont le sous-jacent est constitué de crypto-actifs, produits proposés par des acteurs non autorisés. A date, l'AMF et l'ACPR indiquaient avoir ajouté, depuis le début de l'année 2025, 15 sites non autorisés dans la catégorie Forex et 8 dans celle des produits dérivés sur crypto-actifs.

Cette publication a été suivie le 6 mai par une nouvelle mise en garde de l'AMF contre les activités de plusieurs acteurs non autorisés qui proposent illégalement en France des crypto-actifs ou des services sur ces actifs. La liste de ces sites a été publiée afin d'informer et de protéger les investisseurs.

¹ Loi n° 2025-391 du 30 avril 2025 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes

Article L. 226-5

Sources :

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/communiqués/communiqués-de-lamf/lamf-et-lacpr-mettent-en-garde-le-public-contre-les-activités-de-plusieurs-acteurs-qui-proposent-en-17>

https://acpr.banque-france.fr/fr/communiqués-de-presse/lacpr-et-lamf-mettent-en-garde-le-public-contre-les-activités-de-plusieurs-acteurs-qui-proposent-en-9?utm_source=chatgpt.com

Harmonisation avec MiCA et nouvelles obligations pour les PSAN/PSCA

Dans une de ses publications du mois de février 2025, Seqlense avait évoqué le Décret n°2025-169 du 21 février 2025 relatif aux marchés de crypto-actifs. Les PSAN et futurs PSCA (CASP en anglais) sous la réglementation MiCA doivent s'acquitter d'une contribution annuelle fixe de 10 000 euros ainsi qu'une redevance proportionnelle annuelle selon les cas. Ce décret modifie la partie réglementaire du code monétaire et financier et adapte jusqu'à la fin de la période transitoire attendue au 30 juin 2026 la procédure d'enregistrement et d'agrément des PSAN, tout en fixant le montant de la contribution dont ces acteurs vont devoir s'acquitter. Les nouveaux prestataires auront 6 mois après l'obtention de leur licence pour s'acquitter de cette contribution.

Ces changements ne sont pas les seuls et les acteurs concernés doivent également anticiper la suppression progressive de certains articles du code monétaire et financier d'ici au 30 juin 2026 correspondant à la fin de la période transitoire.

Sources :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/IORFTEXT000051234225>

Lutte contre les abus de marché

Au niveau européen, parmi les principales nouveautés en matière réglementaire, l'ESMA a publié au début du mois de mai 2025 ses lignes directrices finales sur la prévention et la détection des abus de marché dans le secteur des crypto-actifs, en relation avec l'article 92 du règlement MiCA.

Ces guidelines imposent aux autorités nationales ainsi qu'aux prestataires tels que les PSCA de mettre en place des dispositifs robustes pour détecter et prévenir les manipulations de marché, en tenant compte des spécialités du secteur.

Sources :

https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/2025-04/ESMA75-453128700-1408_Final_Report_MiCA_Guidelines_on_prevention_and_detection_of_market_abuse.pdf
<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-issues-supervisory-guidelines-prevent-market-abuse-under-mica>

France - Regulatory news on crypto-assets (April – May 2025)

April and May 2025 saw several significant regulatory developments in France and also at European level concerning crypto-assets.

Application of European guidelines by the AMF

On 9 May 2025, the Autorité des marchés financiers (AMF) announced the application of six sets of guidelines relating to the MiCA (Markets in Crypto-assets) Regulation. These guidelines, developed by ESMA and other European supervisory authorities, the EBA and EIOPA, aim to harmonise and strengthen the regulatory framework for crypto-asset services and to enhance investor protection within the European Union.

These guidelines aim to clarify the distinction between crypto-assets that fall under MiCA regulation and those considered financial instruments under other regulations such as MiFID II, among others. The objective is also to regulate crypto-asset transfer services, including key aspects such as customer protection, execution times, transfer rejection management and the liability of service providers.

Among the key points to note regarding these guidelines is that they specify the suitability and periodic reporting requirements for providers offering crypto-asset portfolio management services, with the aim of ensuring transparent and standardised information for customers. They also aim to harmonise supervisory practices, including, among other things, reverse solicitation, security protocols and cross-border transfers of crypto-assets.

Sources:

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/actualites/crypto-actifs-lamf-applique-six-ensembles-dorientations-elaborees-par-les-autorites-europeennes-de>

Crypto-asset-backed Lombard loans

Since 30 April 2025², the pledging of crypto-assets as collateral for loans in euros has been authorised in France. This mechanism, which does not require the assets to be sold and does not generate immediate taxation, allows investors to mobilise the value of their crypto-assets by using them as collateral. French institutions are therefore authorised to accept this type of asset as collateral for loans, provided that the crypto assets in question are held by a duly registered VASP/CASP (Virtual Asset Service Provider/Crypto-Asset Service Provider).

Sources:

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/IORFTEXT000051538879>

Warnings against unauthorised operators

On 10 April 2025, the AMF and the ACPR issued warnings against the activities of several operators offering investments in foreign exchange and crypto-asset derivatives in France without authorisation. The blacklists of unauthorised websites are updated regularly to protect investors against, among other things, investments in the unregulated foreign exchange market (Forex) and derivatives whose underlying assets are crypto-assets, products offered by unauthorised operators. To date, the AMF and the ACPR have indicated that, since the beginning of 2025, they have added 15 unauthorised websites in the Forex category and eight in the crypto-asset derivatives category.

This publication was followed on 6 May by a new warning from the AMF against the activities of several unauthorised operators illegally offering crypto-assets or services on these assets in France. The list of these websites was published in order to inform and protect investors.

Sources:

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/communiqués/communiqués-de-lamf/lamf-et-lacpr-mettent-en-garde-le-public-contre-les-activités-de-plusieurs-acteurs-qui-proposent-en-17>

² Law No. 2025-391 of 30 April 2025 on various provisions adapting to European Union law in the economic, financial, environmental, energy, transport, health and movement of persons sectors. Article L. 226-5

https://acpr.banque-france.fr/fr/communiqués-de-presse/lacpr-et-lamf-mettent-en-garde-le-public-contre-les-activités-de-plusieurs-acteurs-qui-proposent-en-9?utm_source=chatgpt.com

Harmonisation with MiCA and new obligations for VASPs/CASPs

In one of its publications in February 2025, Seqlense referred to Decree No. 2025-169 of 21 February 2025 on crypto-asset markets. VASPs and future CASPs under MiCA regulations must pay a fixed annual contribution of €10,000 and a proportional annual fee, depending on the case. This decree amends the regulatory part of the Monetary and Financial Code and adapts the registration and approval procedure for VASPs until the end of the transitional period expected on 30 June 2026, while setting the amount of the contribution that these players will have to pay. New providers will have six months after obtaining their licence to pay this contribution.

These changes are not the only ones, and the players concerned must also anticipate the gradual repeal of certain articles of the Monetary and Financial Code by 30 June 2026, corresponding to the end of the transitional period.

Sources:

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051234225>

Combating market abuse

At the European level, among the main regulatory developments, ESMA published its final guidelines on preventing and detecting market abuse in the crypto-asset sector in early May 2025, concerning Article 92 of the Mica Regulation.

These guidelines require national authorities and service providers such as CASPs to put in place robust arrangements to detect and prevent market manipulation, taking into account the sector's specific characteristics.

Sources:

https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/2025-04/ESMA75-453128700-1408_Final_Report_MiCA_Guidelines_on_prevention_and_detection_of_market_abuse.pdf



France : Actualité réglementaire sur les
crypto-actifs
(avril – mai 2025)

Cécile Henry
General Manager, CLR & Co-Founder

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-issues-supervisory-guidelines-prevent-market-abuse-under-mica>